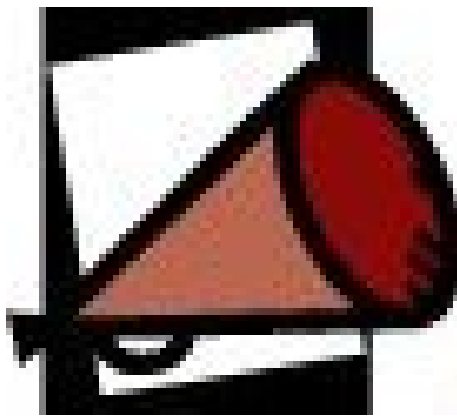


<http://www.pressegauche.org/Independance-contre-nationalisme>



# Indépendance contre nationalisme

- Politique québécoise - Débats -



Date de mise en ligne : mardi 13 mars 2018

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

tiré du site [Raisons sociales](#)

Un vieux couple se brise, celui de l'indépendance et du nationalisme. La fin de la relation s'enfonce dans une de ces longues chicanes où l'on ne reconnaît plus qui a dit quoi, qui défend quoi et où l'acrimonie prend le dessus sur la compréhension et l'écoute.

Je vais essayer dans ce texte de proposer une interprétation de cette dérégulation, de ce détricotage. Non pour le regretter, mais pour l'assumer. Car l'argument majeur ici est simple : il est parfois bon d'en finir, l'indépendance et le nationalisme s'empoisonnent mutuellement. Le but n'est pas de tracer l'histoire complète de cette idylle, de sa gloire à sa chute, mais de présenter une structure logique qui nous permette de comprendre ce qui se passe et, surtout, d'agir.

### La victoire de la dépendance

Au Québec le nationalisme a été, pendant les années 1960-1970, un élément modernisateur, progressiste et profondément lié à la question de l'indépendance[i]. Il était désigné sous le vocable de néonationalisme car il s'éloignait de la logique de la survivance et de l'attachement au catholicisme qui avait caractérisé le nationalisme jusqu'alors. Il était également en dialogue avec les mouvements de décolonisation du Tiers-Monde[ii]. Concept en tension entre plusieurs pôles et forcément transitoire, le néonationalisme proposait un dépassement politique des aspirations nationales traditionnelles. En ce sens, il a participé, lors de la révolution tranquille, à la mise sur pied d'institutions qui structurent le Québec contemporain.

À partir des années 1980 cependant, deux mouvements viendront profondément transformer ce néonationalisme pour le faire régresser. Le premier mouvement, bien sûr, est celui des défaites référendaires qui marquent un arrêt abrupte du dépassement politique du nationalisme traditionnel. Dès 1980, la transition commence à s'opérer : le Québec déconstruit tranquillement les espaces politiques qu'il avait conçus pour opérer de façon souveraine[iii]. Il semble entendu que ces institutions, dans un contexte provincial, n'ont plus d'utilité comme lieu de décision politique et qu'elles doivent plutôt devenir des espaces où sont offerts des services aux citoyen-ne-s devenus consommateurs et consommatrices. Privatisation de certaines sociétés d'État, sous-financement des services publics, mais surtout transition vers une logique managériale privée au sein même de l'appareil gouvernemental. On corrompt ou on élimine carrément les outils qui permettent de décider ensemble à partir du Québec. Il était d'autant plus facile d'opérer cette transition que les institutions créées pendant la Révolution tranquille donnaient une place prépondérante aux technocrates et aux entrepreneurs canadiens-français qui, une fois leurs vestes retournées, pouvaient très bien faire de ces outils d'émancipation des outils d'asservissement[iv]. Après la défaite de 1995, le sommet socio-économique de 1996 fait passer cette dépossession à une autre vitesse : déficit-zéro, réingénierie, modernisation, austérité et tutti quanti[v]. Pendant ce temps, le gouvernement fédéral change aussi sa façon d'intervenir dans les compétences provinciales : en éducation (financement de la recherche universitaire et crédits d'impôts sur les garderies), en santé (réduction des transferts), en infrastructures, en énergie, en culture et communications[vi].

Alors que le gouvernement du Québec déstructure ses espaces de prise de décisions, d'autres structures se mettent en place au-delà de sa capacité d'action[vii].

Deuxième mouvement, global celui-là : la mondialisation néolibérale. Je n'en ferai pas ici la description, on l'a amplement faite. Disons simplement ceci ; le Québec, comme le reste du monde, est sujet à une réorganisation de la

prise de décisions économiques. Les accords de libre-échange et la montée des corporations transnationales limitent fortement les capacités décisionnelles des gouvernements[viii]. Ces entreprises se pensent d'ailleurs par-delà les lois nationales (celles de l'impôt, bien sûr, mais aussi au-delà des codes civil et pénal) selon une logique offshore qui se construit d'abord sur la maximisation du profit. Le point de départ de ces entreprises c'est l'absence de loi : elles s'adaptent ensuite en fonction de leurs besoins en ressources (matérielles ou humaines) pour qu'une part - la plus restreinte possible - de leurs activités soit soumise aux règles prévalant dans le pays qui offre ces ressources au plus bas prix[ix]. Le rôle des États est alors d'offrir les meilleures ressources au plus bas prix et avec le moins d'encadrement possible.

Cette « grande séduction » à laquelle se livre l'état n'a qu'un objet : amener le plus d'entreprises et d'investissements, en espérant une création d'emploi et en attendant le miracle des retombées économiques.

Les échecs référendaires et la mondialisation ont une même conséquence, la dépendance. Le Québec ne prend plus de décisions politiques. Ici, il attend le premier ministre du Canada ; là, ses partenaires privés dans un PPP ; là, la Cour suprême du Canada ; là, un ministère québécois devenu agence gouvernementale ; là, l'Office national de l'énergie ; là, une société d'état dont le CA est composé de membres « indépendants ». Économiquement non plus il n'a pas de prise : il joue un rôle de figurant lors des négociations d'accord commerciaux, il a d'ailleurs renoncé par leur truchement à son droit de nationaliser et d'exproprier des entreprises étrangères, il ne planifie plus ni l'économie, ni le développement. Quand les « fleurons nationaux » qu'il a participé à construire à coups de milliards quittent le port pour profiter d'un paradis fiscal ou pour participer à l'enfer du travail à très bas prix, il reste sur le quai agitant son mouchoir. Les budgets du Québec des dix dernières années en font la démonstration : les seuls gestes d'importance n'ont eu qu'un objectif, stimuler l'entreprise privée et les investissements.

Ruse étonnante de la raison, les défaites référendaires et la mondialisation néolibérale auront imposé à tous les politicien-ne-s d'adopter la rhétorique nationaliste, en particulier sur les nombreux dossiers qui échappent à leur pouvoir.

### **Le nationalisme aujourd'hui**

Depuis 20 ans et la défaite de 1995, tous les gouvernements du Québec sont nationalistes. Ils sont nationalistes chacun à leur manière, mais ils le sont tous immanquablement. Contrairement à ce que voudraient nous faire croire ceux qui s'ennuient d'un âge d'or, le nationalisme n'est pas une héroïque exception, c'est une triste norme.

Le nationalisme dont je parle est double. D'abord, il propose une exaltation de la nation et de ses mérites - un chauvinisme plus ou moins doux, suivant la situation lors de laquelle on l'expose et la personne qui le met de l'avant. Ensuite, le nationalisme prétend vouloir défendre cette nation contre les périls - parfois réels, souvent imaginaires, toujours nombreux - qui la menacent. Cette dualité célébration/protection fait de la nation québécoise un objet folklorisé et univoque qu'on brandit avec insistance pour tout et pour rien.[x]

Philippe Couillard nous pond un document grandiloquent sur la constitution canadienne[xi], il enfle la grande armure du nationalisme québécois. Le premier ministre, ô le plus fédéraliste des êtres, devient le parangon de notre liberté collective, se livre à une longue tirade sur la nécessaire autonomie du Québec et annonce qu'il s'en va défendre notre besoin impérieux de signer la constitution de Halifax jusqu'à Vancouver[xii]. Dans un tout autre contexte, mais sur le même ton, sur son compte Facebook, il nous présentait de jolies vidéos du Lac-Saint-Jean avec des prises de vue en hélicoptère et des gens si sympathiques. Ce qu'il l'aime son Québec !

François Legault met de l'avant une politique nataliste pour que les bébés natifs prennent plus de place que l'immigration dans la croissance de la population[xiii]. Pourquoi ? Pour protéger la place du Québec dans le Canada sans céder à la menace migratoire, bien sûr. Que le Québec reste le plus blanc possible, tout en pouvant négocier

avec Ottawa. Mais ces détours identitaires ne sont pas le « but ultime » de la CAQ, son but c'est de rendre les Québécois « plus riches ». Comment ? En allant faire des « deals » avec des « gros investisseurs » étrangers[xiv]. En montrant à tous ces crésus à quel point le Québec est une terre d'accueil formidable pour leurs investissements. Vendre le Québec à perte d'âme, c'est encore l'aimer pour le nationalisme de François Legault.

Jean-François Lisée, a défendu à peu près toutes les positions politiques disponibles[xv]. Sa constance : la rhétorique nationaliste. De Sortie de secours à Pour une gauche efficace en passant par Nous, la charte et la burka qui cache des AK-47[xvi], le seul ton qui unit tous les couacs, c'est le trémolo dans la voix quand on parle de la patrie chérie. « On existe ! On existe ! » scandait-il un 24 juin, il n'y a pas si longtemps[xvii]. Il offrait alors le résumé le plus synthétique du nationalisme québécois des 20 dernières années. S'époumoner à affirmer son existence, sans pour autant obtenir de réaction.

Ces chefs de partis ne sont pas des exceptions, on aurait pu utiliser les mêmes mots pour parler de Jean Charest, de Pauline Marois ou de Bernard Landry.

### **Nationalisme des incapables et nationalisme des irresponsables**

Au Québec, depuis 20 ans, le nationalisme est soit la politique des incapables, soit celle des irresponsables.

Incapables, car le nationalisme québécois est un succédané de politique. On bombe le torse, on se montre fiers d'être québécois, on va séduire, négocier, exiger, demander et, surtout, on promet, mais, très rarement, on décide. Parce qu'en fait les décisions se prennent ailleurs, les problèmes et leurs solutions sont inatteignables pour notre volonté directe. Nous sommes lourdement dépendants politiquement et économiquement des décisions des autres et le nationalisme est notre façon bien à nous de le nier. Hier comme aujourd'hui le nationalisme se propose de combattre des choses qui sont hors de sa portée : le déséquilibre fiscal, les changements climatiques, les transferts en santé, la mondialisation, la crise financière, le partage des pouvoirs, les choix d'investissements des multinationales, les décisions des agences de notation, les règles des accords de commerce, les droits compensatoires, etc. Devant tous ses problèmes le discours nationaliste ne peut que prétendre, menacer ou implorer. Jamais décider.

Le nationalisme des incapables c'est d'aller, la larme à l'oeil, parler aux travailleurs et travailleuses de Bombardier en leur disant que « pas un boulon, pas une pièce, pas un avion » de chez Boeing ne sera vendu au Canada tant que des droits compensatoires seront imposés par les États-Unis, en sachant très bien qu'on n'a aucun pouvoir pour prendre cette décision[xviii]. C'est prétendre imposer des conditions à des compagnies pétrolières sans avoir les moyens de les faire respecter[xix]. C'est vouloir que le Québec soit une des sociétés les plus égalitaires du monde entre les hommes et les femmes en « encourage[ant] les entreprises à atteindre la parité dans leurs lieux décisionnels »[xx]. C'est faire des missions commerciales à l'étranger pour implorer les grands argentiers de ce monde de venir investir chez nous sans pouvoir faire autre chose que de se croiser les doigts pour que ça marche[xxi]. C'est quémander des bonnes cotes de crédit à Moody's et Standard and Poors[xxii].

Dans tous ces appels la même litanie : nous allons gagner parce que nous sommes fiers, bons, courageux, talentueux, nous avons de belles réussites et ceux qui prennent les décisions le reconnaîtront et opineront en notre faveur. Quand on obtient ce qu'on veut on sabre le champagne. Quand ces bonnes décisions ne viennent pas, on en est déjà à scander un nouveau « on existe ! » sous une nouvelle bannière. À défaut de pouvoir poser des gestes politiques et de pouvoir changer la vie des gens, on aura gonflé une fierté nationale et flatté notre égo en se disant qu'on est formidables et que, si l'on n'obtient pas tout ce qu'on veut, c'est toujours la faute des autres.

Devant les échecs répétés de ces appels à la fierté et de ces semblants de courage, on assiste à un transfert des nationalismes. De celui des incapables, on passe à celui des irresponsables - qui peuvent très bien être les mêmes

personnes qui changent leur stratégie. Sachant qu'ils ne peuvent gagner les batailles réelles sur lesquelles ils n'ont aucun pouvoir, ces nationalistes vont s'attaquer à des problèmes imaginaires, mais sur lesquels on peut réellement agir. Devant les vaines agitations du nationalisme des incapables, le nationalisme des irresponsables se présente comme décidé et effectif.

Il faut protéger la langue et la culture, mais le problème n'est plus l'impérialisme culturel étasunien - contre lequel on ne peut rien -, il devient les immigrants et immigrantes sur lesquels on a un pouvoir bien réel. De même, l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas bloquée par le sexisme quotidien et par les différences salariales persistantes, en particulier dans le secteur privé. Non, c'est l'islamisation rampante qui vient couvrir toutes les femmes d'un voile. Le Québec n'est pas pleinement laïque ? Rien à voir avec le financement public des écoles privées majoritairement confessionnelles ou les symboles religieux qu'on trouve encore dans plusieurs services publics, c'est parce que des dames veulent prendre l'autobus sans montrer leur visage.

Des situations concrètes, des solutions concrètes et des politicien-ne-s qui changent les choses : voilà le portrait que le nationalisme des irresponsables donne de lui-même. Or, ce nationalisme scie la branche sur laquelle il s'assoit. La nation, entièrement réifiée, est utilisée comme objet unitaire au nom duquel on devrait s'opposer au danger venant de l'extérieur et porté par les flots migratoires. Or, la nation réelle ne correspond jamais à la chose qu'en font les nationalistes. Par exemple, elle contient déjà sa part d'immigrant-e-s que le nationalisme des irresponsables n'a pas le choix d'intégrer à la nation (au risque, si on remonte trop loin, de devoir exclure tout le monde sauf les autochtones). Comment choisir ? En traçant des lignes, souvent arbitraires. Ces lignes ce sont les schémas de Bernard Drainville qui présente sa charte des valeurs[xxiii]. C'est François Legault qui vante les immigrants asiatiques, plus acceptables que les autres selon lui[xxiv]. C'est la ministre Vallée qui tente de se dépatouiller avec l'application de la loi 62[xxv]. Finalement, en s'attaquant à ce qu'on présente comme extérieur, c'est à la nation elle-même qu'on s'attaque, c'est en elle qu'on génère des divisions.

L'objet national réifié s'effrite alors et c'est encore la faute de ceux qui sont arrivés ici sur le tard. Avant, tout était clair, c'est leur présence qui embrouille tout nous dit le nationalisme des irresponsables. Les stratégies politiques à courte vues que nous venons de présenter donne un angle, un cadrage aux problèmes politiques, économiques et culturels qui alimentent toute une série de préjugés. On voit ensuite monter les crimes haineux[xxvi]. C'est ainsi que se construit la xénophobie et le racisme. Irresponsables d'abord par leur participation active à cette structuration de l'espace public, ils le sont doublement lorsqu'ils jouent les surpris devant la montée de l'extrême-droite organisée dont ils ont pourtant nourri le terreau.

### **La majorité fragile et ses oublis**

La sociolinguistique décrit la majorité francophone québécoise comme une majorité fragile[xxvii]. Ce terme reflète précisément sa situation linguistique. L'avenir du français au Québec n'est jamais assuré, il a été à plusieurs reprises en danger et il exige une intervention étatique forte pour subsister dans un contexte hostile à son développement où il est enclavé par une langue et une culture impérialiste. La loi 101 est un exemple de cette intervention, mais le financement du livre, du théâtre, de la télé, du cinéma, de la recherche, des publications scientifiques et des médias fait partie de ce qui permet la survie de cette culture[xxviii].

La transformation de l'État québécois et la mondialisation qui ont été présentés plus haut fragilisent plus encore cette majorité. Les structures qui permettent sa reproduction ne tiennent constamment qu'à un fil, car toujours potentiellement remises en question, soit par le gouvernement qui les a mises en place, soit par un gouvernement extérieur qui en conteste depuis des lustres la légitimité.

Il ne s'agit pas ici de « peurs » irrationnelles, de traits psychologiques ou de traumatismes d'un triste passé qu'il faudrait maintenant savoir dépasser. La disparition des conditions de reproduction de la société québécoise, de sa culture et de ses institutions est une chose tout à fait possible (elle a d'ailleurs failli se produire dans un passé pas si lointain). C'est d'abord un ensemble de faits historiques, géographiques, linguistiques et démographiques, qui posent

ce problème de façon évidente. Mais il est amplifié par un contexte social propre qui n'a jamais permis d'assurer que certaines institutions soient pratiquement intouchables et fondamentales par leur inscription, par exemple, dans une constitution. Ces institutions étant constamment menacées, la fragilité persiste.

Cependant, aussi fragile soit-elle, la majorité est aussi... majoritaire. Elle a donc, en partie du moins, les ressources et les responsabilités d'une majorité. Une de ces importantes responsabilités c'est d'assurer que ses institutions soient justes et équitables pour tout le monde, en particulier pour les communautés minoritaires. Or, trop souvent, ces responsabilités, la majorité au Québec ne les prend pas. Tournés vers notre fragilité, mais incapables d'y mettre fin en posant un geste clair, nous nous fermons les yeux sur nos pires travers et nous cultivons de très dangereuses idées.

On souhaiterait que notre propre fragilité nous rende sensible à celles des autres, qu'elle nous rende accueillants et ouverts à leur égard, malheureusement notre réaction relève souvent du repli sur soi. C'est le caractère tragique de la majorité fragile qui n'a pas réussi à se prendre en main. Obsédée par son propre sort, elle ne voit pas que les pouvoirs et les institutions qu'elle a mises en place et qu'il lui faut protéger ont aussi leur revers, leur part d'ombre. Quand on fait la lumière sur cette part d'ombre, la majorité se braque se sentant vexée et attaquée.[xxix] Comme si nous n'avions pas la maturité nécessaire pour admettre notre statut de majorité et les responsabilités qui viennent avec lui.

Ainsi, des groupes marginalisés ou minoritaires font état de réalités troublantes et nous peinons à les entendre, voire nous leur reprochons de faire le procès du Québec[xxx]. Plus encore, nous n'agissons pas pour changer clairement la donne avec les outils qui sont déjà à notre disposition face à des problèmes que nous connaissons très bien. Nous pourrions dès aujourd'hui et sans la moindre peine poser tant de gestes décisifs pour la vie de tellement de gens. Par exemple, reconnaître certaines langues (de l'inuktitut à l'abénaki en passant par la langue des signes québécoise - notons que certaines d'entre elles n'existent qu'ici dans le monde) et assurer leur pérennité ; procéder à l'embauche de personnes issues de la diversité dans la fonction publique pour que celle-ci reflète la diversité réelle de la population ; mettre fin à la pauvreté et aux besoins criant d'accès à des services essentiels dans certaines communautés autochtones, en collaboration avec elles et sans attendre le gouvernement fédéral ; reconnaître les diplômes des nouveaux arrivants en dépassant le corporatisme de certains corps de métier ; établir un processus de traitement des plaintes contre la police qui semble neutre et qui porte à conséquences ; régler les disparités salariales qui subsistent encore - même dans le secteur public - entre les hommes et les femmes ; offrir les soins de santé adéquats aux personnes qui sont sur le territoire du Québec, peu importe leur statut migratoire et sans délais de carence. Ces gestes nous pourrions les poser maintenant. Ils ne nous mettraient pas en danger, bien au contraire, ils participeraient à nous rendre plus fort-e-s, plus serein-e-s et à nous sentir moins menacé-e-s.

La situation de dépendance a mené la majorité fragile non pas à s'assumer, mais à adopter le nationalisme des incapables. Quand ses tenants ont montré leurs évidentes limites, les nationalistes irresponsables nous ont enfoncé dans une dynamique encore plus malsaine avec nos concitoyen-ne-s marginalisés ou minorisés. Ces derniers ne sont plus seulement gênants, ils deviennent la source du danger qui menace l'équilibre précaire de notre société. Cette idée tordue selon laquelle quelques centaines de milliers de personnes parmi les moins fortunées sont plus dangereuses que l'impérialisme économique et culturel qui nous entoure ou que la crise climatique qui nous guette relève soit du délire, soit du déni. Le délire propre aux gens qui veulent oublier qu'ils ont choisi de ne pas s'attaquer aux vrais problèmes auxquels ils sont confrontés. Le déni de la prise de nos responsabilités comme peuple.

On ne bâtit rien de bon en exaltant le sentiment national. Pas plus en nourrissant l'idée que nous sommes, par essence, meilleurs que les autres et que la nation est un objet immuable qu'il faut protéger contre des attaques étrangères. Tout ce qui reste de ces opérations de flatterie c'est un égo surdimensionné, mais immanquablement flétri par des décisions dont nous ne sommes pas maîtres, ce qui génère un dangereux ressentiment.

**La rupture est déjà consommée**

La rupture entre indépendance et nationalisme est déjà advenue. À droite, les dés sont jetés et la Coalition avenir Québec (CAQ) a choisi son camp. Dans une récente plaquette autopromotionnelle, le député caquiste de Borduas, Simon Jolin-Barrette, écrivait : « Nul besoin d'être un indépendantiste exalté pour avoir l'avenir du Québec à coeur. Nul besoin d'être indépendantiste pour être nationaliste, et pour exiger que le Québec soit respecté à part entière. »[xxx]

Le jeune avocat ambitieux a raison et s'inscrit parfaitement dans le nationalisme qui a dominé la scène québécoise des 20 dernières années. Il veut « exiger » qu'on respecte le Québec. Il ne veut pas décider, il veut plaider. En effet, l'indépendance devient, au mieux une menace utile (le couteau sur la gorge de Léon Dion), au pire un encombrant projet à remettre à plus tard (selon la stratégie Lisée), mais elle n'est en rien nécessaire. D'où la pertinence de l'autonomisme adéquiste maintenant caquiste qui a, dans son ingénuité, au moins l'avantage de l'honnêteté.

Jean-François Simard, ancien ministre péquiste désormais identifié à la CAQ reprend le même refrain, mais avec plus de profondeur[xxxii]. En se désolant de la tiédeur nationaliste des élites actuelles, il croit qu'il est temps d'en finir avec le projet de pays déjà refusé deux fois par la population. Pour lui, cela nous permettrait enfin de reprendre les armes de débats musclés avec Ottawa pour négocier une place au sein de la fédération canadienne. Simard propose de troquer les chimères d'un pays qui ne vient jamais à la réalité de notre place bien concrète dans le Canada. Cette place se prendrait, bien sûr, au sein du système politique et économique actuel auquel adhère par ailleurs le sociologue caquiste, qui se dit excédé par l'hégémonie de la gauche au Parti québécois.

Le message de Jolin-Barrette et de Simard est simple : parachevons la régression nationaliste et débarrassons nous des encombrantes scories indépendantistes. Finalement, tout ce qu'on veut c'est un sentiment national exacerbé qui permet aux élites locales de mener leurs combats à Ottawa en bénéficiant du support populaire. Que faut-il obtenir dans ces négociations ? Plus de pouvoir pour les provinces, une meilleure reconnaissance du Québec au sein de la fédération canadienne et peut-être, avec un peu de chance, « l'honneur et l'enthousiasme » chers à Brian Mulroney.

Car voilà toute la question pour la droite : la position humiliante du Québec, son honneur entaché. Son honneur politique, quand un piteux Philippe Couillard reçoit le camouflet d'un Justin Trudeau qui ne veut pas négocier. Son honneur économique quand il reçoit plus de péréquation que les autres provinces. Pour laver l'honneur, il faut réduire légèrement la dépendance politique (en obtenant des bons deals avec Ottawa) et s'adapter le mieux possible à notre dépendance économique (en obtenant des bons deals avec les investisseurs étrangers).

À travers la CAQ, la droite nationaliste a complètement rompu avec l'indépendance.

### Indépendance ou résignation

Pour sortir du nationalisme, il ne reste que deux options : la résignation ou l'indépendance. La résignation serait l'arrêt démissionnaire du nationalisme actuel. Ne même plus faire les fanfaronnades d'usage aujourd'hui, ne plus prétendre à rien. S'éclipser à la fois comme société et comme potentiel politique. Devenir un morceau de la courtepoinette canadienne, revendiquer des droits à la Cour suprême et s'intégrer le mieux possible à l'économie mondialisée. Plus besoin de nationalisme, il n'y aura plus de prétention à quoi que ce soit.

Il y a, néanmoins, une autre option pour sortir du nationalisme : l'indépendance. Au Québec ce mot est accolé à d'étranges significations, il est compris comme une version « pure et dure » de ce qui a été appelé la « souveraineté du Québec ». Replaçons un peu le vocabulaire. La souveraineté ce n'est pas l'indépendance, c'est la capacité effective d'exercer un pouvoir politique dans un espace et un temps donné. Il y a déjà de la souveraineté au Québec, il y a même une souveraine. Il y a aussi des petits espaces - que la constitution nomme compétences - où chaque ordre de gouvernement exerce à peu près sa souveraineté. Preuve qu'on peut être souverains, sans être indépendants. Il faut certes régler la question de l'origine de la souveraineté au Québec, qui doit venir du

peuple[xxxiii] et non de la reine.

La façon qu'a un peuple d'exercer sa souveraineté est très simple, c'est de se former en assemblée constituante et d'établir lui-même les règles de son vivre-ensemble en écrivant une constitution. Beaucoup de peuples l'ont fait, le Québec peut le faire à son tour. C'est le moment où l'on rompt avec le pouvoir royal et où l'on dit : non, le pouvoir qui institue la politique ici, c'est nous. On fait alors une brèche dans le cadre fédéral et colonial. Mais ce geste de souveraineté n'est qu'un premier pas et il ne garantit pas l'indépendance. Dans beaucoup de républiques le peuple est théoriquement souverain, mais l'indépendance n'est pas pour autant acquise. Le peuple peut avoir décidé par un geste instituant de former une république (c'est l'expression de sa souveraineté), mais il n'a pas nécessairement éliminé ce qui le rend politiquement et économiquement dépendant. Ainsi, plusieurs peuples ont exercé leur souveraineté, mais peu de nations sont réellement indépendantes.

En effet, l'indépendance, c'est arrêter de dépendre des autres pour prendre ses décisions. C'est la fin de l'adolescence, c'est l'atteinte de la maturité pour un peuple, c'est la prise des responsabilités. Pour atteindre l'indépendance, il faut que la nouvelle constitution propose certains changements substantiels qui permettent au Québec de rompre avec la dépendance politique et économique. Contrairement à ce que soutiennent les tenants du souverainisme traditionnel au Québec, l'absence de contenu n'est pas un avantage, elle est en fait contre-productive car elle permet d'envisager une souveraineté qui ne change rien à nos vies.

Ce n'est donc pas tellement qu'il faille une indépendance qui mènera à un pays « à gauche » contre une indépendance « à droite » (les choix démocratiques faits après l'indépendance sauront bien nous dire là-dessus où loge le Québec), c'est simplement qu'il faut se donner des cadres pour qu'une véritable indépendance soit possible. Or, ces cadres ont plus souvent été pensés à gauche qu'à droite.

En premier lieu, il est crucial d'ouvrir immédiatement une discussion avec les peuples autochtones qui habitent le territoire du Québec, pour qu'ils puissent participer ou dialoguer avec notre processus de sortie du régime colonial et, s'ils le souhaitent, établir le leur propre. Avec ces peuples, toutes les options doivent être sur la table - incluant les questions territoriales - car une condition à l'indépendance d'un peuple, c'est qu'il reconnaisse celle des autres. Il s'agit d'établir un véritable dialogue entre peuples dans l'esprit d'une décolonisation de notre rapport au Canada et des rapports que nous entretenons entre nous. Le rôle de la majorité francophone dans ce processus est de se défaire à la fois de son rôle de colonisé et de colonisateur, une tâche collective complexe et exigeante, mais qui trouve sa solution dans des gestes politiques clairs et non dans la rhétorique (qu'elle relève d'un nationalisme néocolonial ou d'une approche proto-métisse fleur bleue). Ce qui émergera lors de ce dialogue ou même les conclusions de celui-ci peuvent ne pas nous plaire, mais la démarche n'est pas moins essentielle à notre propre sortie de la dépendance. Toute indépendance qui se ferait sans un tel processus serait factice car elle ne participerait pas à dépasser les tensions coloniales qui traversent encore nos réalités.

Les rapports coloniaux sont le propre de la dépendance, il faut en sortir.[xxxiv]

En deuxième lieu, il est crucial d'établir dans la constitution à la fois les institutions qui assurent la pérennité d'une société francophone en Amérique et le traitement équitable et juste des minorités au sein de cette société. En brisant la dépendance politique au régime fédéral et à sa constitution par ces gestes, on brise la logique dans laquelle le nationalisme s'inscrit en ce moment. On dé-fragilise la majorité en donnant une sécurité à ses institutions et, du même geste, on définit comme étant fondamentaux les droits des minorités qui à la fois vivent aux côtés de la majorité et la composent.

Enfin, il est nécessaire d'ouvrir toutes les discussions sur les questions économiques, entre autre le rapport aux accords commerciaux, celui à la monnaie canadienne et ceux des rapports économiques avec les autres peuples. L'indépendance exige de faire des choix sur ces questions. Peut-on être indépendants si nos lois peuvent être invalidées ailleurs ? Peut-on être indépendants si nos choix monétaires ne sont pas pris chez nous ? Toutes ces



questions, plusieurs peuples se les posent et donnent des réponses différentes, il faudra les affronter directement pour savoir ce que l'indépendance économique veut dire pour nous.

En bref, la souveraineté est un geste, l'indépendance exige un contenu qui réponde au contexte de dépendance dans lequel se trouve le Québec. Le nationalisme n'est que le déni de ce contexte de dépendance par le biais de l'exaltation de la nation.

Si nous empruntons le chemin de l'indépendance, notre réflexion collective s'inscrira dans une tradition qui nous précède et qui a tenté de penser comment pourrait s'articuler notre façon de briser la dépendance politique et économique ici, au Québec[xxxv]. Dans le débat entourant l'écriture d'une constitution, des décennies de riches réflexions socialistes, féministes, écologistes, antiracistes, autochtones et altermondialistes sur la souveraineté et l'indépendance alimenteront la gauche pour faire des propositions concrètes sur notre façon de nous inscrire dans le monde par des règles et des institutions. La droite politique, avec ses traditions et ses idées y participera aussi, mais elle aura le devoir d'expliquer comment ses propositions répondent aux questions fondamentales que pose la prise de notre indépendance.

Il ne sera plus question alors de demander des permissions, de se vanter et de flatter. Il sera question de prendre des décisions face à nos égaux et de vivre avec leurs conséquences. C'est économique, comme politique. Nous pouvons faire des erreurs, mais ce seront nos erreurs, pas celles d'un autre gouvernement qu'on peut ensuite blâmer sans se sentir concernés.[xxxvi]

L'indépendance, c'est l'entrée collective sur la scène de l'interdépendance globale. À peine sommes-nous adultes que nous constatons notre grand besoin d'être en relation avec les autres. Pour un pays, les autres ce sont les autres peuples du monde et les écosystèmes que nous habitons. Notre premier travail est de comprendre, écouter, découvrir ceux et celles avec qui nous partageons le monde. Cette compréhension exigera de participer à sa transformation pour assurer sa survie[xxxvii]. Devenus indépendant-e-s, ces relations avec les autres nous participons à les fixer : il n'y pas un ministre d'Ottawa qui écoute nos doléances, qui les met dans la grande liste de toutes les doléances des autres provinces et qui fait son choix. Bien sûr, il y a des rapports de pouvoir en jeu, mais nous y participons, nous cessons d'en être les spectateurs.

### **En finir avec la dépendance**

La volonté d'indépendance n'a besoin d'aucune exaltation, d'aucun chauvinisme, d'aucune impression que nous serions meilleurs que d'autres. La volonté d'indépendance est fondée sur la réalité d'une communauté politique dont les frontières sont politico-culturelles et non ethniques. Politiques, car il existe une série d'institutions (l'assemblée nationale, bien sûr, mais surtout : un système d'éducation, un système de santé, des bibliothèques, des maisons de la culture, des médias, une administration publique, un régime fiscal, un code civil, un système d'aide sociale, etc.) qui regroupent tout le monde qui habite le Québec, peu importe son origine ou son lieu de vie sur le territoire (ces institutions sont des produits de notre monde actuel, elles ne sont pas parfaites et à sauvegarder en l'état, sans les remettre en question. Elles contiennent toujours une part d'aliénation). Culturelles, car il existe une série de réalités culturelles (une langue commune et plusieurs langues minoritaires, un cinéma, des chansons, une littérature, une réflexion scientifique, une architecture, un design, une façon de prendre soin du territoire, une cuisine, un humour, des vedettes, des moeurs et coutumes, etc.) qui se croisent et dans lesquelles évolue la population du Québec (là encore, la culture est un espace tendu, qui contient sa part d'ombre). Au sens descriptif, il s'agit d'une société. Au sens politique, les gens qui habitent cette société forment un peuple qui peut prendre des décisions de nature politique.

L'indépendance consiste à dire que ce peuple devrait pouvoir prendre ses décisions par lui-même. Je n'ai pas besoin d'aimer particulièrement les ougandais-e-s ou les guatémaltèques pour dire qu'ils ont toute la légitimité de prendre de façon indépendante l'ensemble des décisions politiques qui les concernent. Ni d'ailleurs pour souhaiter, par solidarité, qu'aucun impérialisme ne vienne contrevioler à cette autodétermination. Je peux même aimer

profondément un peuple ou, au contraire, qu'il provoque chez moi de l'antipathie sans que cela ait de conséquences sur le fait qu'il doit être libre. Pas besoin de nationalisme pour aimer la liberté.

Mais les choses ne peuvent pas en rester à des considérations abstraites quand on souhaite transformer le monde et agir politiquement. Forcément on évolue dans une société donnée. Nous ne sommes pas des citoyen-ne-s du monde loin des institutions et des cultures. Nous baignons dedans. C'est le lieu de notre engagement, ce sont les gens et les institutions que l'on aime et déteste tout à la fois et avec qui, irrémédiablement, on partage notre avenir. Ainsi, l'histoire fait que nous sommes au Québec et non ailleurs. Et qu'au Québec, la possibilité de prendre des décisions de façon indépendante n'est pas réglée. Qu'on le fasse parce qu'on pense que le droit à l'autodétermination vaut la peine en soi ou qu'on le fasse parce qu'avoir tous les pouvoirs politiques et économiques sera nécessaire pour transformer la société devient une question sémantique, il en résulte qu'il faut faire l'indépendance.

Mettre fin à notre dépendance politique et économique envers le colonialisme canadien et la mondialisation néolibérale n'exige aucun nationalisme. En fait, si on veut en finir avec le nationalisme, c'est avec la dépendance qu'il faut d'abord régler nos comptes. La dépendance économique au système mondialisé et la dépendance politique au fédéralisme canadien. Par une situation historique complexe que j'ai tenté de décrire ici, cette double dépendance participe à créer le nationalisme qui domine la politique québécoise depuis 20 ans et qui nous conduit vers de dangereuses dérives aujourd'hui. En finir avec ces liens malsains de dépendance permet, à gauche, de penser un projet de transformation sociale substantiel qui n'est pas balisé par des frontières politiques et économiques imposées d'ailleurs.

Un grand merci à Marianne Di Croce et à Eric Martin qui ont relu ce texte et m'ont fait des commentaires précieux qui l'ont grandement transformé. Merci aussi à Julie Chateauvert et Jonathan Durand-Folco qui par leurs conseils et réflexions ont grandement nourri l'intuition à l'origine de ce texte. Bien sûr, tout ce beau monde n'a aucune responsabilité dans les inepties qu'on trouvera inmanquablement dans ce texte, leurs contributions ont plutôt tenté de les limiter.

---

*Un grand merci à Marianne Di Croce et à Eric Martin qui ont relu ce texte et m'ont fait des commentaires précieux qui l'ont grandement transformé. Merci aussi à Julie Chateauvert et Jonathan Durand-Folco qui par leurs conseils et réflexions ont grandement nourri l'intuition à l'origine de ce texte. Bien sûr, tout ce beau monde n'a aucune responsabilité dans les inepties qu'on trouvera inmanquablement dans ce texte, leurs contributions ont plutôt tenté de les limiter.*

### Notes

[i] Sur cette question, l'ouvrage suivant me semble bien exposer la complexité de cette période tout en gardant une approche critique : McRoberts, Kenneth et Dale Posgate, Développement et modernisation du Québec, Montréal : Boréal Express, 1983, 350 p.

[ii] J'en ai déjà parlé dans les pages de cette revue à partir de Parti Pris (<http://raisons-sociales.com/articles/trois-reflexions-charte-valeurs-quebecoises-partir-parti-pris/>), mais pour une réflexion beaucoup plus étendue et nuancée on consultera : Mills, Sean, Contester l'empire - Pensée postcoloniale et militantisme, Montréal : Hurtibise, 2011, 360 p.

[iii] Ce n'est d'ailleurs pas le fait que du deuxième règne de Bourassa comme on le dira trop souvent, cachant avec complaisance les ignominies de la période péquiste s'étendant de la fin du référendum à 1985. On y oublie alors les nombreux reculs sociaux causés par les politiques d'austérité mise alors en place, l'adhésion à la thèse de la sauvegarde du dollars canadien fort, la loi spéciale de 1982, la tentative de privatisation de la SAQ et bien d'autres

bêtises encore.

[iv] Pour tout le détail de cet argument voir : IRIS, Dépossession, une histoire économique du Québec contemporain, Montréal : Lux éditeur, 2015, 328 p.

[v] Gélinas, Jacques B., Le virage à droite des élites politiques québécoises, Montréal : Écosociété, 2003, 248 p.

[vi] Nombre de travaux de l'IRIS ont montré ces transitions dans le financement fédéral.

[vii] Voir : Savard-Tremblay, op. cit., p.57-111.

[viii] Gélinas, Jacques B., Le néolibre-échange, L'hypercollusion business-politique, Montréal : Écosociété, 2015, 192 p.

[ix] Denault, Alain, Offshore, Paradis fiscaux et souveraineté criminelle, Montréal : Écosociété, 2010, 120 p.

[x] On répondra à ceci que je vise donc un certain nationalisme et non pas le nationalisme en général. On dira que le nationalisme que j'attaque est soit étriqué, étroit ou exacerbé. Ou alors, dans le cas précis du Québec, on évoquera - notamment pour ce que je présenterai plus bas comme le nationalisme des incapables - l'expression « affirmation nationale ». Tout le monde a droit à ses définitions, bien sûr, mais je veux prendre le temps ici d'expliquer en quoi, selon moi, je m'attaque à tout le nationalisme québécois et non à une simple version de celui-ci. Pour ce faire, je m'appui en partie sur une interprétation maussienne du nationalisme que je puise dans Karsenti, Bruno et Cyril Lemieux, Socialisme et sociologie, Paris : Éditions EHESS, 2017, 192 p. (Merci à Jonathan Durand-Folco de me l'avoir fait connaître). La conscience nationale - savoir qu'on existe dans une nation, qu'une nation est un fait social réel même si elle est composé d'éléments imaginaires, y vivre et souhaiter s'y épanouir individuellement et collectivement - n'est pas le nationalisme. Le nationalisme désigne une idéologie portant sur la nation (donc ce n'est pas non plus l'amour individuel de la nation ou de la patrie, qui n'est pas une idéologie construite et structurée - bien que le nationalisme puisse être lié, voire peut provoquer cet amour). Quand j'emploi nationalisme dans les pages qui suivent, je parle d'une idéologie qui fétichise la nation, qui la rend univoque et la dote d'une essence particulière et d'une trajectoire « naturelle » (s'enrichir, étendre son influence, conquérir, périlcliter, disparaître, etc.). Le nationalisme ce n'est donc pas penser la nation ou souhaiter le meilleur pour le peuple qui vit en son cadre, sinon tout le monde qui pense ou fait de la politique dans le cadre national devient nationaliste et ce mot ne voudrait plus rien dire de spécifique. Pour justifier l'existence du suffixe « isme » il faut un système de pensée organisé. Pour reprendre l'ouvrage évoqué plus haut : « Loin de considérer la nation de manière sociologique, autrement dit loin de comprendre, de réfléchir et d'élaborer le cadre qu'elle représente, le nationalisme la soustrait à l'examen et la réduit à un présupposé non interrogé » (p.17). Cette fétichisation permet d'utiliser la nation à des fins politiques précises, notamment en la portant aux nues ou en la présentant comme mise en péril. Tout ceci n'empêche pas le nationalisme d'être parfois ouvert et progressiste (comme le néonationalisme des années 1960-1970) ou d'être tout le contraire en fonction de qui le porte. Le nationalisme s'adapte aussi, comme toute idéologie, au contexte politique et culturel dans lequel il évolue. Je m'attaque ici au nationalisme québécois des 20 dernières années, non pas à sa version étriquée ou ethnique, mais au nationalisme québécois en général. Enfin, bien que je sois conscient que cette définition ne fasse pas l'unanimité (mais quelle définition du nationalisme fait donc l'unanimité ?), je crois qu'elle permet de rendre compte de la vaste majorité des usages du mot nationalisme et de la pratique politique du nationalisme dans l'espace public québécois. Il n'est donc pas question ni de contester l'existence de la nation, ni du peuple, mais de proposer d'abandonner une certaine habitude du discours et de l'action politique.

[xi] Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, Québécois, notre façon d'être canadiens, Politique d'affirmation du Québec et de relations canadiennes, Québec, Juin 2017, 180 p.

[xii]

<http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201705/31/01-5103184-quebec-relance-le-debat-constitutionnel.php>

[xiii]

<http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201711/25/01-5144809-conseil-de-la-caq-legault-mis-e-sur-une-politique-nataliste.php>

[xiv] <https://coalitionavenirquebec.org/fr/blog/2016/01/19/un-quebec-plus-riche-le-but-ultime-de-la-caq/>

[xv] Il a néanmoins opéré un clair virage identitaire, pour s'en convaincre on lira Pelletier, Jacques, « De la hantise identitaire à l'islamophobie » dans L'université : Fin de partie et autres écrits à contre-courants, Montréal : Varia, 2017, p.75-109.

[xvi]

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/480241/course-au-pq-les-grandes-entrevues-du-devoir-rouvrir-la-boite-de-p>

[andore](#)

[xvii] <http://www.cliqueduplateau.com/2016/06/26/on-existe-silence-on-existe-silence/>

[xviii]

<http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1058238/boeing-a-peut-etre-gagne-une-bataille-mais-la-guerre-est-loin-detre-finie-dit-couillard>

[xix] <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1057994/projet-hydrocarbures-acceptabilite-sociale-philippe-couillard>

[xx] Secrétariat de la condition féminine, Ensemble pour l'égalité : Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021, Québec, 2017, p.108.

[xxi]

<http://www.lapresse.ca/affaires/economie/quebec/201801/27/01-5151673-le-quebec-en-chine-au-bon-moment-et-dans-le-bon-creneau-se-felicite-couillard.php>

[xxii] Bouchard, Lucien, « Conférence de presse - Bilan de la session », 19 juin 1997 cité dans Savard-Tremblay, Simon-Pierre, L'État succursale, La démission politique au Québec, Montréal : VLB éditeur, 2016, p.82-83.

[xxiii] <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/392020/le-projet-de-charte-des-valeurs-est-depose>

[xxiv] <http://www.journaldemontreal.com/2012/08/14/francois-legault-les-asiatiques-et-1039effort-si-c039etait-vrai>

[xxv]

<http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201710/24/01-5141079-loi-62-la-ministre-stephanie-vallee-se-contredit.php>

[xxvi]

<http://www.lapresse.ca/actualites/national/201711/29/01-5145231-hausse-de-20-des-crimes-haineux-au-quebec.php>

[xxvii] Un grand merci à Julie Chateauvert de m'avoir introduit à cette notion, fort utile pour comprendre le Québec.

[xxviii] Reste à voir encore comment on organise se financement, le choix de la création d'entreprises culturelles selon la logique étasuniennes (surtout dans le cinéma) est contradictoire comme le montre : Desjardins, Denys, La Vie privée du cinéma, Québec : Les films du Centaure, 2011, 240 minutes.

[xxix] Voir à ce sujet : Conradi, Alexa, Les angles morts, Perspectives sur le Québec actuel, Montréal : Remue-Ménage, 2017, 228 p.

[xxx]

<http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201703/27/01-5082800-lisee-reproche-a-couillard-de-faire-le-proces-des-quebecois.php>

[xxxi] Jolin-Barrette, Simon, J'ai confiance, Réflexions (sans cynisme) d'un jeune politicien, Montréal : Québec Amérique, 2018, p.39.

[xxxii] Simard, Jean-François, L'idéologie du hasard, Montréal : Fides, 2018, 199 p.

[xxxiii] Voir sur l'idée de peuple - un terme qui pour moi comporte une plasticité politique et qui est loin d'être une notion figée - les réflexions, que je partage, de Conradi, op. cit., p.213-216. On pourra aussi lire : Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Sadri Khiari, Jacques Rancière, Georges Didi-Huberman, Qu'est-ce qu'un peuple ?, Paris : La Fabrique, 2013, 124 p.

[xxxiv] Une voix très convaincante à cet égard est celle de Maïté Labrecque-Saganash dont on peut lire les éclairantes chroniques dans le quotidien montréalais Métro. Dans les pages de la présente revue on lira le très intéressant texte de Bálint Demers qui, bien que je ne partage pas certaines de ses affirmations, a l'avantage de poser comme essentiel le maillage des processus de décolonisation des différents peuples présents sur le territoire : <http://raisons-sociales.com/articles/notes-populisme-quebecois/> . Enfin, plus largement sur les dynamique coloniales on lira le tout récemment traduit Coulthard, Glen, Peau rouge, masques blancs, Contre la politique coloniale de la reconnaissance, Montréal : Lux, 2018, 368 p.

[xxxv] Voir : Martin, Eric, Un pays en commun, Socialisme et indépendance au Québec, Montréal : Écosociété, 2017, 265 p.

[xxxvi] Voir à cet égard les arguments convaincants de : Aussant, Jean-Martin, La fin des exils, Résister à l'imposture des peurs, Montréal : Documents, 2017, p.76-95.

[xxxvii] À ce sujet, lire l'important Casselot, Marie-Anne et Valérie Lefebvre-Faucher, Faire partie du monde, réflexion écoféministes, Montréal : Remue-Ménage, 2017, 176 p.